

Bien que non observable, la croissance potentielle du produit intérieur brut sert de fil conducteur à la politique économique d'une Nation. L'objectif premier est naturellement de mobiliser l'ensemble des moyens de politique publique pour augmenter son niveau. Cet indicateur sert également à situer la position de l'économie dans le cycle (croît-on plus vite ou moins vite que le potentiel ?), et permet de décomposer le solde public pour en isoler les variations imputables à la conjoncture.

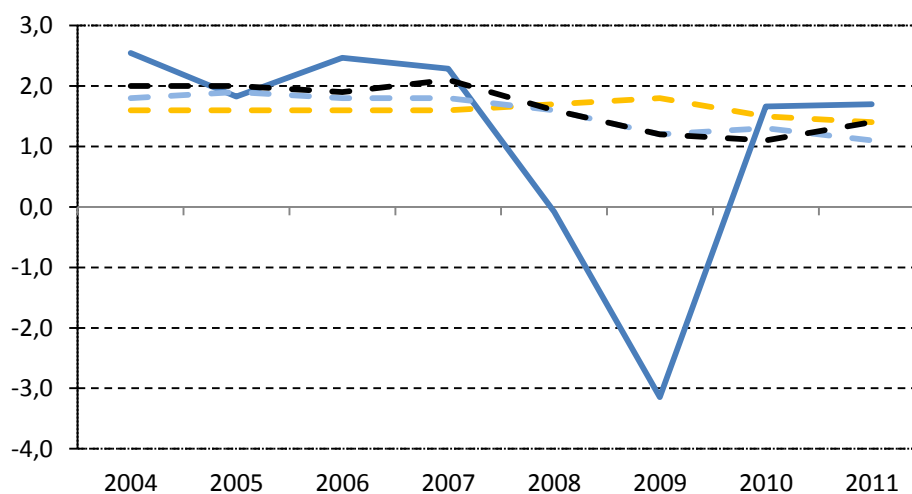
1. Qu'est-ce que la croissance potentielle ?

La croissance potentielle est définie comme le taux de croissance du PIB potentiel, soit la production qu'une économie est capable de soutenir durablement sans générer de tensions sur les prix. Elle dépend de trois facteurs : le volume de travail, le stock de capital et la productivité globale des facteurs¹. Le volume de travail dépend à son tour de la population active, du taux de chômage structurel et du nombre d'heures travaillées par tête. La croissance potentielle sert à situer la position de l'économie dans le cycle, avec des implications directes en matière de politique économique : du point de vue de la politique monétaire, un écart de production négatif (i.e. une croissance effective inférieure à son potentiel) se traduit par une réduction des pressions inflationnistes (et inversement). Du point de vue de la politique budgétaire, un niveau d'activité inférieur à son potentiel fait apparaître un déficit public « conjoncturel », par opposition au déficit « structurel », indépendant de la conjoncture économique. Ceci éclaire les orientations récentes prises en Europe et en France (via le projet organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques) consistant à concentrer les efforts d'ajustement budgétaire sur la composante structurelle des comptes publics, le déficit conjoncturel devant se résorber lorsque la croissance rejoindra son niveau potentiel.

2. Crise économique et croissance potentielle

La crise économique mondiale de 2008-2009 a frappé l'économie française (croissance négative de 3 %, voir graphique ci-dessous), creusant l'écart de production par rapport à son potentiel. En cumulé, la croissance effective aurait ainsi été inférieure de 6 points à la croissance potentielle.

Taux de croissance du PIB et du PIB potentiel



Sources : INSEE (PIB effectif, trait plein), OCDE, Commission européenne, FMI (PIB potentiel, pointillés).

¹ Aussi appelé « résidu de Solow », ce paramètre tente de mesurer la part de la croissance non imputable à l'accumulation des facteurs (travail, capital). Selon R. Solow, il s'agissait principalement du progrès technique.

S'il est encore trop tôt pour connaître avec précision l'impact de la crise économique sur le potentiel de croissance de l'économie, les économistes travaillent sur trois scénarios, du plus optimiste au plus pessimiste² :

- *Le « trou d'air »* : décrochage par rapport au sentier de croissance qui prévalait avant la crise, mais maintien de la croissance potentielle de long terme et rattrapage de la baisse subie pendant la crise ;
- *le « terrain perdu »* : décrochage par rapport au sentier de croissance pré-crise et maintien du rythme de croissance à long terme mais, à la différence du scénario précédent, pas de rattrapage de la perte subie pendant la crise (perte définitive en niveau) ;
- *la perte de croissance potentielle* : cumul de la perte en niveau et en tendance. La crise aurait généré à la fois une perte du potentiel de croissance en niveau mais également placé l'économie sur un sentier de croissance plus faible qu'auparavant.

Selon les experts, le deuxième scénario peut être considéré comme central, les scénarios 1 et 3 apparaissant, de façon respective, excessivement optimiste et pessimiste. Toutefois, le manque de recul sur la crise récente et l'environnement macroéconomique mondial actuel ne permettent pas d'écarter le scénario le moins favorable. En effet, la dimension internationale de la crise et l'ampleur de l'assainissement budgétaire en cours en Europe vont nécessairement peser sur les perspectives à court et moyen termes des acteurs économiques. Dans un article récent³, Reinhardt et Rogoff établissent que la croissance des pays dont la dette est supérieure à 90 % est fortement amoindrie.

3. Les évaluations disponibles

S'agissant d'un agrégat non observé (et non observable), la croissance potentielle fait l'objet d'évaluations divergentes selon l'institution qui la réalise.

Pour le Ministère des finances, la croissance potentielle de l'économie française aurait été d'environ **2 %** sur la période 1999-2007, ce qui coïncide avec la croissance effectivement constatée au cours de cette période. La récession de 2009 a constitué un choc (la croissance potentielle s'étant repliée en dessous de 1 %) provenant essentiellement de l'arrêt de la productivité globale des facteurs. Pour l'avenir, le Gouvernement prévoit une remontée progressive du taux de croissance potentielle (**1,3 %** en 2012, **1,4 %** en 2013, **1,5 %** en 2014-2015, **1,6 %** en 2016-2017), même si l'écart de production demeurerait négatif en 2017 en raison de la crise de 2008-2009. Pour la Commission européenne, la croissance potentielle de moyen terme serait de **1,3 %**. La Cour des comptes s'est, elle, appuyée sur une hypothèse de **1,4 %** pour réaliser ses calculs d'effort à réaliser pour arriver à la cible de déficit de 3 %.

Outil d'analyse théorique présentant des limites, le concept de croissance potentielle n'en demeure pas moins central pour comprendre la politique économique d'un pays. Les grandes réformes structurelles (réforme des retraites, recherche et développement, innovation...) ont d'ailleurs pour point commun d'influer sur le potentiel de croissance en modifiant les équilibres existants. C'est également le cas de paramètres considérés comme exogènes (croissance démographique). En allant au-delà des divergences quant aux évaluations disponibles, il apparaît clairement que la France a vu son potentiel de croissance se réduire sur longue période. La récente récession de 2008-2009 est encore trop proche pour qualifier son impact de moyen terme, même si le scénario du « terrain perdu » semble le plus vraisemblable. Au final, le potentiel de croissance de notre économie se situerait nettement en dessous de 2 %, aux alentours de 1,5 %.

² Cf. le rapport du Conseil d'analyse économique « *Crise et croissance : une stratégie pour la France* », 2011.

³ C. Reinhardt et K. Rogoff: « *Growth in a time of debt* », American economic review, may 2010.